



Cellule d'analyse européenne

DOCUMENT DE RÉFLEXION SUR LA MAÎTRISE DE LA MONDIALISATION

COM(2017)240

Résumé:

Ce document de réflexion s'inscrit dans le vaste débat mené dans le cadre du "Livre blanc sur l'avenir de l'Europe". Il vise à alimenter les discussions sur le rôle de l'Union européenne dans le domaine de la mondialisation. L'UE doit tenir compte des préoccupations du citoyen européen, qui associe la mondialisation à la perte d'emplois, à l'injustice sociale ou à la fixation de normes peu exigeantes dans le domaine de l'environnement, de la santé et de la vie privée. L'UE doit répartir les bénéfices de la mondialisation de façon plus équitable, dans le respect des principes de solidarité et de durabilité. Étant donné que la Commission européenne a l'intention d'organiser les débats sur l'avenir de l'UE notamment au sein des **parlements nationaux**, il s'indique de se concerter sur la façon dont la Chambre des représentants pourra donner suite à ce document de réflexion.

1. Contexte

Le 1^{er} mars 2017, la Commission européenne a présenté un Livre blanc sur l'avenir de l'Europe.

Elle a annoncé à cette occasion la publication d'un document de réflexion ayant pour thème la maîtrise de la mondialisation.

Dans la Déclaration de Rome du 25 mars 2017, les chefs d'État et de gouvernement de l'UE se sont engagés à œuvrer pour une Europe sûre et sécurisée, prospère, compétitive, soucieuse du développement durable et socialement responsable, et ayant la capacité de jouer un rôle de premier plan dans le monde et de peser sur la mondialisation.

Le 10 mai 2017, la Commission européenne a publié le document de réflexion en question, qui vise à lancer le débat sur la mondialisation tout en tenant compte des préoccupations des citoyens.

Dans son discours de septembre sur 'l'état de l'Union', le président Juncker reviendra sur les discussions menées en vue de clôturer le processus afférent au Livre blanc (et d'en tirer les conclusions qui s'imposent) d'ici au Conseil européen de décembre 2017.

2. Contenu

Les lignes de force du document peuvent être résumées comme suit :

	Contenu	Commentaire
1	Problématique	La mondialisation transformera rapidement la vie des citoyens européens. Beaucoup de citoyens la perçoivent comme une menace. Ils ont l'impression que les gouvernements ne maîtrisent pas la situation. L'Europe est-elle en mesure de dégager une vision commune de la marche à suivre pour gérer efficacement cette transformation?
2	L'autre visage de la mondialisation (d'ici 2025)	Il est nécessaire de se projeter dans l'avenir. Les développements dans le domaine de la numérisation, de la robotique, de l'automatisation, de l'impression 3D, etc., révolutionnent nos marchés. Il est impossible de stopper cette mondialisation. Pour mieux la maîtriser, nous avons besoin d'une gouvernance mondiale accrue et de davantage de règles internationales. L'Europe doit soutenir cette approche en adoptant une politique interne qui dynamise sa compétitivité et améliore sa résilience.
3	La dimension externe: Une coopération internationale pour peser sur la mondialisation	Lorsque d'autres pays n'appliquent pas les mêmes normes qu'elle dans le domaine de l'emploi, de la santé et de la sécurité, il en résulte un handicap (concurrentiel) pour l'Europe. L'Europe, qui possède le plus grand marché unique au monde, est la première puissance commerciale, le premier investisseur et le principal pourvoyeur d'aide au développement ; elle peut donc influencer décisivement le développement du corpus de règles au niveau mondial. Il convient d'améliorer les normes sociales et de travail et les pratiques en la matière (coopération avec l'OIT). L'accord de Paris sur le changement climatique doit se concentrer sur la lutte contre le changement climatique, la stimulation du recours aux énergies propres et la création de nouvelles perspectives commerciales pour les entreprises de l'UE dans le secteur des technologies énergétiques propres. Il faut garantir des conditions de concurrence équitables en luttant contre la fraude fiscale, les subventions publiques déloyales ou le <i>dumping</i> social. Dans le domaine du commerce, le système commercial multilatéral doit être renforcé dans les forums internationaux créés à cet effet (G7, G20, OIT, OCDE, etc). Un "tribunal multilatéral des investissements" pourrait être créé. En juin 2017, l'UE adoptera un nouveau « consensus européen pour le développement », qui alignera sa politique de développement sur le programme de développement durable à l'horizon 2030.
4	Dimension interne:	La cohésion sociale peut être renforcée par une redistribution juste de la richesse, ainsi que par des investissements ciblés favorisant l'inclusion sociale des catégories de personnes les plus vulnérables. Les fonds européens (comme les fonds de cohésion, le fonds de mondialisation, le socle européen des droits sociaux) doivent être mobilisés dans ce contexte.

3. Suivi dans la (les) commission(s) compétente(s) de la Chambre

- Comité d'avis fédéral pour les questions européennes ;
- Commission des Relations extérieures.

4. Subsidiarité et proportionnalité

Ce document de réflexion n'est pas une proposition législative à propos de laquelle les commissions compétentes peuvent formuler un avis de subsidiarité au sens de l'article 37bis du Règlement de la Chambre.

Dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso), les parlements nationaux peuvent toutefois formuler des observations à l'attention de la Commission européenne à propos de ce document. Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Ce document de réflexion a été élaboré dans le sillage du Livre blanc sur l'avenir de l'Europe. Étant donné que la Commission européenne organisera les débats sur l'avenir de l'UE notamment au sein des parlements nationaux, il serait utile d'examiner de quelle manière la Chambre des représentants pourrait donner suite à ce document de réflexion.

Projet d'avis de subsidiarité et de proportionnalité

C'est une bonne chose que la Commission européenne examine dans quelle mesure la coopération européenne peut offrir une protection contre les aspects négatifs de la mondialisation. Pour mieux maîtriser la mondialisation, nous avons besoin d'une gouvernance mondiale accrue et de davantage de règles internationales. Il est positif que l'Europe souhaite soutenir cette approche par sa politique interne. Un certain nombre d'instruments politiques importants (impôts, structure du marché de l'emploi, formation, enseignement) relèvent en effet encore de la compétence des États membres. La Commission européenne respecte cette donnée en engageant un dialogue avec la société civile et les parlements nationaux dans le but de prendre des mesures plus efficaces. Il convient de souligner que la Commission européenne estime que le pilier social doit être intégré dans le processus du semestre européen en vue de rendre la croissance plus inclusive grâce aux effets redistributifs des politiques structurelles.

Pour en savoir plus :

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170240.do>

Descripteurs Eurovoc	UNION EUROPÉENNE – Prise de décision – Développement durable – Moralité de la vie économique – Coopération économique – Intégration européenne – Mondialisation – Gouvernance – Économie internationale – Commerce international – Entreprise – Livre blanc
-----------------------------	---

Rédaction : Roeland Jansoone, premier conseiller, tél. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@lachambre.be



Europese analysecel

DISCUSSIONOTA OVER HET IN GOEDE BANEN LEIDEN VAN DE MONDIALISERING

COM(2017)240

Samenvatting:

Deze discussienota kadert in het ruime debat naar aanleiding van het “Witboek over de toekomst van Europa”, en moet het debat voeden over de rol van de Europese Unie op het gebied van globalisering. De EU moet rekening houden met de bezorgdheden van de Europese burger die mondialisering associeert met verlies van banen, sociaal onrecht of lage normen op het gebied van milieu, gezondheid en privacy. De EU moet de voordelen van de mondialisering eerlijker verdelen, overeenkomstig de beginselen van solidariteit en duurzaamheid. Omdat de Europese Commissie de debatten over de Toekomst van de EU onder meer zal organiseren in de **nationale parlementen**, is het nuttig dat wordt nagegaan op welke wijze de Kamer van volksvertegenwoordigers aan deze discussienota een gevolg kan verlenen.

1. Context

Op 1 maart 2017 heeft de Europese Commissie een Witboek over de toekomst van Europa voorgesteld.

De Europese Commissie heeft toen aangekondigd dat zij een discussienota zou publiceren over “*het in goede banen leiden van de mondialisering*”.

In de Verklaring van Rome van 25 maart 2017 hebben de staatshoofden en regeringsleiders van de EU beloofd te werken aan een Europa dat veilig en zeker, welvarend, concurrerend, duurzaam en sociaal verantwoord is en dat in staat is om in de wereld een sleutelrol te vervullen en de globalisering vorm te geven.

Op 10 mei 2017 heeft de Europese Commissie deze discussienota gepubliceerd. Het is de bedoeling dat deze paper het debat over globalisatie lanceert, waarbij men rekening houdt met de bezorgdheden van burgers.

President Juncker zal tijdens zijn ‘Staat van de Unie’-toespraak in september terug komen op de discussies om het Witboek-proces af te sluiten (en er conclusies uit te trekken) tegen de Europese Raad van december 2017.

2. Inhoud

De krachtlijnen van het document kunnen als volgt worden samengevat:

	Inhoud	Toelichting
1	Probleemstelling	De mondialisering zal het leven van de Europese burger snel veranderen. Veel burgers ervaren de mondialisering als een bedreiging. Zij hebben de indruk dat regeringen de situatie niet in de hand hebben. Kan Europa het eens worden over de manier waarop de transformatie van het leven van de burgers ingevolge de mondialisering in goede banen kan worden geleid?
2	Het ander gezicht van de mondialisering tegen 2025	Een vooruitblik is noodzakelijk. De ontwikkelingen op het gebied van digitalisering, robots, automatisering, 3D-printen e.a. veranderen onze markten ingrijpend. Deze globalisering is niet tegen te houden. Om de mondialisering in betere banen te leiden, is meer governance en regelgeving op mondiaal niveau nodig. Europa moet die aanpak ondersteunen met een intern beleid dat het eigen concurrentievermogen en de eigen weerbaarheid vergroot.
3	De externe dimensie: Internationale samenwerking om mondialisering vorm te geven	Europa ondervindt een (concurrentie)nadeel als andere landen niet dezelfde normen hanteren op het gebied van werk, gezondheid en veiligheid. Als grootste eengemaakte markt, grootste handelsblok, grootste investeerder en grootste donor van ontwikkelingshulp kan Europa de mondiale regelgeving mede bepalen. De sociale en arbeidsnormen en -praktijken moeten verbeteren (samenwerking met ILO). Het klimaatverdrag van Parijs moet zich richten op het bestrijden van klimaatverandering, het bevorderen van schone energie en op het scheppen van nieuwe zakelijke mogelijkheden voor EU-bedrijven op het gebied van schone energietechnologieën. Er moet een gelijk speelveld komen door aanpak van belastingontduiking, oneerlijke overheids subsidies of sociale dumping. Op het vlak van handel, moet het multilaterale handelssysteem worden versterkt in de internationale fora die hiertoe dienen (G7, G20, ILO, OECD, enzovoort). Een "multilateraal investeringsgerecht" kan worden opgericht. In juni 2017 zal de EU een nieuwe "Europese consensus over ontwikkeling" vaststellen om haar ontwikkelingsbeleid af te stemmen op de Agenda 2030 "duurzame ontwikkeling".
4	Interne dimensie:	De sociale cohesie wordt versterkt door rechtvaardige herverdeling van de welvaart, en gerichte investeringen ter bevordering van de maatschappelijke inclusie van kwetsbare groepen. De Europese fondsen moeten in deze context ingeschakeld worden (o.a. cohesiefondsen, globalisatiefonds, EU sociale pijler).

3. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- adviescomité voor Europese aangelegenheden;
- commissie Buitenlandse betrekkingen.

4. Subsidiariteit en proportionaliteit:

Deze discussienota is geen wetgevingsvoorstel waarover de bevoegde commissies een subsidiariteitsadvies kunnen geven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement.

De nationale parlementen kunnen wel in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie opmerkingen formuleren over dit document. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Deze discussienota vloeit voort uit het Witboek over de “Toekomst van Europa”. Omdat de Europese Commissie de debatten over de Toekomst van de EU onder meer zal organiseren in de nationale parlementen, is het nuttig dat wordt nagegaan op welke wijze de Kamer van volksvertegenwoordigers aan deze discussienota een gevolg kan verlenen.

Ontwerpadvies betreffende de subsidiariteit en proportionaliteit:

Het is positief dat de Europese Commissie nagaat in welke mate de Europese samenwerking bescherming kan bieden tegen de negatieve aspecten van de mondialisering. Om de mondialisering in betere banen te leiden, is meer governance en regelgeving op mondiaal niveau nodig. Het is positief dat Europa die aanpak wenst te ondersteunen met intern beleid. Enkele belangrijke beleidsinstrumenten (belastingen, structuur arbeidsmarkt, opleiding, onderwijs) zijn weliswaar nog altijd bevoegdheden van de lidstaten. De Europese Commissie respecteert dit gegeven door de dialoog voor meer doortastende maatregelen aan te gaan met het maatschappelijk middenveld en de nationale parlementen. Op te merken valt dat de Europese Commissie vindt dat de sociale pijler moet worden geïntegreerd in het proces van het Europees semester, om dankzij herverdeling via het structuurbeleid de groei inclusiever te maken.

Om meer te weten:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170240.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – Besluitvorming – Duurzame ontwikkeling - Economische ethiek - Economische samenwerking - Europese integratie – Globalisering – Governance – Internationale economie – Internationale handel - Onderneming - Witboek
------------------------------	---

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be